

Document public



Inventaire historique d'anciens sites industriels de Seine-et-Marne (77) en 2007

Rapport final

BRGM/RP-55176-FR
décembre 2007



STIIC



Document public

Inventaire historique d'anciens sites industriels de Seine-et-Marne (77) en 2007

Rapport final

BRGM/RP-55176-FR
décembre 2007

Étude réalisée dans le cadre du projet
de Service public du BRGM 02POL109

G. Faury, F. Asfirane
Avec la collaboration de
L. Brézillon, K. Roy



Vérificateur :
Nom : L. CALLIER
Date :
Signature :

Approbateur :
Nom : M. LE NIR
Date :
Signature :

En l'absence de signature, notamment pour les rapports diffusés en version numérique
l'original signé est disponible aux Archives du BRGM.

Le système de management de la qualité du BRGM est certifié AFAQ ISO 9001:2000.

STIIIC



Mots clés : Sites industriels, Seine-et-Marne, Île-de-France, Inventaire historique, BASIAS, Base de données d'anciens sites industriels et des activités de service, Environnement.

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Faury G., Asfirane F. (2007) - Inventaire historique de sites industriels du département de Seine-et-Marne (77) en 2007. Rapport final. BRGM/RP-55176-FR, 49 p., 10 fig., 5 tabl., 1 ann.

Synthèse

Entrepris à la demande du ministère chargé de l'Écologie, l'inventaire historique de sites industriels du département de Seine-et-Marne a été réalisé par le BRGM dans le cadre de sa mission de Service public.

Les financements ont été apportés conjointement par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ADEME, le BRGM et l'IAURIF (contribution technique). D'autres organismes participent à ce projet, tels que la préfecture de Seine-et-Marne, le STIIC, le conseil régional d'Île-de-France. Le comité de pilotage encadre, sous l'égide de la DRIRE Île-de-France, le travail du BRGM, opérateur.

L'opération, commencée en 2002 par des recherches bibliographiques, a été poursuivie par d'autres investigations (compilations, consultations, ...) jusqu'en décembre 2007. L'inventaire suit la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME. Les informations acquises sont conservées dans la base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de service).

Les fiches de sites sont renseignées par de nombreuses informations, réparties dans plus de 130 champs. La raison sociale et l'adresse, la succession des différentes activités sur un même lieu, les produits stockés ou fabriqués sont enregistrés ainsi que l'état d'activité des établissements ou les aménagements réalisés. D'autres informations, coordonnées géographiques (X, Y en Lambert II étendu recherchées par l'IAURIF) et contexte environnemental (milieu d'implantation, géologie, hydrogéologie, ...) complètent la base.

Sur les 514 communes de la Seine-et-Marne, les neuf dixièmes (451 communes) révèlent des installations classées pour la protection de l'environnement, en activité ou non. Près de 6 300 sites industriels, regroupant plus de 10 400 activités connues essentiellement au XX^e siècle, ont été recensés dans BASIAS. Un tiers des sites recensés provient de quinze communes et la moitié des sites est donnée par trente cinq communes seulement. Ce département, le plus grand de l'Île-de-France, qui occupe une superficie de 5 915 km² et compte 1 260 000 habitants, présente une faible densité de population (213 hab./km², INSEE 2005).

Dans la Seine-et-Marne, les tâches suivantes ont été réalisées par le BRGM :

- recherches documentaires et dépouillement des dossiers des installations classées conservés essentiellement aux Archives départementales, analyse des documents et saisie dans la base BASIAS ;
- compilations de différentes sources, validation des données acquises, enquête de la préfecture auprès des mairies ;
- localisation des sites, recherche des coordonnées géographiques (IAURIF) ;
- recherche et instruction des critères environnementaux ;
- mise à disposition des données auprès de la préfecture et des mairies et affichage sur Internet.

Avertissement

Le recensement des sites industriels est basé sur diverses sources documentaires concernant essentiellement les installations classées dont les dossiers originaux sont conservés aux Archives départementales de Seine-et-Marne.

Cette étude qui constitue une synthèse des données consultées, a été complétée par une enquête auprès des mairies et une compilation des informations, afin de vérifier les données acquises.

Selon les limites de la méthodologie, cet inventaire ne doit pas être considéré comme exhaustif. Les résultats sont valables au vu des documents consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.

Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base nationale des anciens sites industriels et des activités de service. Cette base, gérée par le BRGM, a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998.

L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.

Sommaire

1. Introduction.....	11
2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage de la Seine-et-Marne.....	13
2.1. LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INVENTAIRE DES SITES INDUSTRIELS.....	13
2.2. LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE.....	13
3. Cadrage et méthodologie dans la Seine-et-Marne	15
4. Sources documentaires et localisation des sites industriels	19
4.1. DE NOMBREUSES SOURCES DOCUMENTAIRES.....	19
4.2. DOSSIERS ICPE DISPONIBLES AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ..	19
4.3. DOCUMENTS ICPE CONSERVÉS À LA PRÉFECTURE ET LA DRIRE	20
4.4. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS	20
4.5. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, 1992-1999	21
4.6. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES.....	21
4.7. ENQUÊTE DE LA PRÉFECTURE AUPRÈS DES MAIRIES	22
4.8. GÉORÉFÉRENCEMENT RÉALISÉ PAR L'IAURIF	22
5. Activités industrielles recensées dans la Seine-et-Marne.....	23
5.1. PÉRIODE COUVERTE PAR L'INVENTAIRE.....	23
5.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI	23
5.3. RÉPARTITION DES SITES INDUSTRIELS PAR COMMUNE	24
5.4. ÉTAT D'ACTIVITE DES SITES	26
5.5. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 10 689 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES...26	
6. Contexte environnemental dans la Seine-et-Marne	29

6.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE	29
6.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE	29
7. Réaménagement dans la Seine-et-Marne	33
7.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DES ANCIENS SITES INDUSTRIELS	33
8. Conclusion	35
9. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées	37
9.1. MISE À DISPOSITION DES DONNÉES.....	37
9.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS	38
10. Sites Internet et bibliographie	39
10.1. SITES INTERNET	39
10.2. MÉTHODOLOGIE	39
10.3. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS.....	40
10.4. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES	40
10.5. OUTILS UTILISÉS PAR L'IAURIF POUR LE GÉORÉFÉRENCEMENT	41
Annexe 1 - Liste des 514 communes de la Seine-et-Marne et leur nombre de sites Basias	43

Liste des illustrations

Figure 1 - Histogramme des dates du début d'activité des 6 295 sites.	23
Figure 2 - Répartition des 6 295 sites BASIAS dans les trois groupes d'activités définis par le SEI.	24
Figure 3 - État d'activité des 6 295 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.....	26
Figure 4 - Histogramme des activités anciennes et actuelles de Seine-et-Marne.....	27
Figure 5 - Terrains aquifères et socle du Bassin parisien. <i>In</i> : Aquifères et eaux souterraines de France.....	28
Figure 6 - Coupe extraite de la carte géologique Lagny 1/50 000.....	28
Figure 7 - Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'atlas des eaux souterraines de la France.....	32
Figure 8 - Types de réaménagement connu.....	32
Figure 9 - Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels de la Seine-et-Marne.	34

Figure 10- Départements de France inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet
(<http://basias.brgm.fr>) en octobre 2007.....36

Liste des tableaux

Tableau 1 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI. 16
Tableau 2 - Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations. 17
Tableau 3 - Nombre de communes et sites recensés dans la Seine-et-Marne.....24
Tableau 4 - Principaux sites Basias dans la Seine-et-Marne et valeurs cumulées.25
Tableau 5 - Liste des abréviations.38

1. Introduction

Les pouvoirs publics, sensibilisés aux problèmes des sites ou sols pollués et à leurs conséquences, notamment en matière d'aménagement du territoire, ont engagé cet inventaire, afin de conserver la mémoire des activités humaines susceptibles de générer une pollution. L'objectif est de disposer d'un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire et de protection des personnes.

Entrepris en 2002 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, l'inventaire historique des sites industriels du département de Seine-et-Marne a été réalisé par le BRGM, dans le cadre de sa mission de Service public.

Les financements ont été apportés par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ADEME, l'IAURIF et le BRGM. Sous l'égide de la DRIRE Île-de-France, le comité de pilotage a suivi régulièrement les travaux effectués selon la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME et a validé la base de données.

La démarche d'inventaire s'appuie, en grande partie, sur le dépouillement des dossiers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Ce rapport a pour but de présenter les résultats de l'inventaire de sites industriels dans le département de Seine-et-Marne. Il explicite le cadre national de ce projet, ainsi que l'organisation et les moyens employés pour réaliser ces travaux. Il précise les limites de la méthode et donne les résultats disponibles à ce stade.

Toutes les recherches ont été réalisées avec le souci d'obtenir la meilleure exhaustivité possible, compte tenu des limites de la méthode.

2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage de la Seine-et-Marne

2.1. LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INVENTAIRE DES SITES INDUSTRIELS

Les inventaires historiques régionaux des sites industriels et activités de service, en activité ou non, ont été lancés en décembre 1993 par le ministère chargé de l'environnement en référence au « Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées » (Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001).

Les résultats de l'inventaire historique régional sont engrangés dans la base de données des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS) dont la finalité est de conserver la mémoire de ces sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement. Cette base de données a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées forcément non exhaustives, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions foncières.

Compte tenu des finalités de BASIAS, cette base a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998.

La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié dans le Journal officiel (16 avril 1999), ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux préfets et aux directeurs de DRIRE.

Depuis 1999, l'information est disponible gratuitement sur Internet à tout public qui peut télécharger les données et les cartes des départements déjà inventoriés :

<http://basias.brgm.fr>

2.2. LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

L'inventaire historique des sites industriels dans le département de Seine-et-Marne a été effectué par le BRGM, à la demande du ministère chargé de l'Écologie, et sous le

contrôle d'un comité de pilotage régional animé par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

Ce comité rassemble les organismes financeurs ainsi que d'autres organismes impliqués techniquement dans le projet, cités par ordre alphabétique :

- organismes financeurs :
 - ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie),
 - AESN (Agence de l'Eau Seine-Normandie),
 - BRGM - Service Géologique Régional d'Île-de-France, opérateur,
 - IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France), sous forme de prestations techniques ;
- animateur/maître d'œuvre : DRIRE Île-de-France ;
- autres organismes, en particulier :
 - CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers),
 - Conseil Régional d'Île-de-France,
 - DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France),
 - STIIIC (Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées).

Plusieurs autres organismes ont participé à l'opération en facilitant l'accès à leurs données :

- Archives départementales de Seine-et-Marne ;
- Préfecture de Seine-et-Marne.

Le rôle du comité de pilotage a été de définir les objectifs, le cadre et les particularités de l'étude, d'assurer le suivi administratif ou technique de l'opération et d'apporter son aide à l'opérateur tout au long de la réalisation de l'inventaire.

3. Cadrage et méthodologie dans la Seine-et-Marne

Le comité de pilotage a défini, au cours de plusieurs réunions, le cadre de la réalisation des inventaires en Île-de-France. Le démarrage de l'inventaire des sites industriels de Seine-et-Marne a été décidé le 7 novembre 2001 par le comité de pilotage de cette étude avec une estimation de cinq mille sites Basias.

Les travaux de dépouillement d'archives ont commencé en mars 2002. Ensuite, l'inventaire a été revu à la hausse lors du comité de pilotage du 13 septembre 2005 pour exploiter et intégrer des données anciennes. Finalement, avec une prévision de 6 300 sites Basias, le financement est affiché à 451,2 K€ ttc sans tenir compte de la gracieuse participation technique de l'IAURIF qui assure le géoréférencement des sites. Le plan de financement est assuré par le BRGM avec 153 K€ ttc, l'AESN avec 157,7 K€ ttc et l'ADEME avec 140,5 K€ ttc.

La méthodologie suivie est celle décrite dans le guide de l'ADEME, publié en 1996 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, « Inventaire historique d'anciens sites industriels », en l'adaptant aux demandes du comité de pilotage. Elle est complétée par les rapports BRGM « Suivi et méthode des inventaires historiques régionaux d'anciens sites industriels » et « Notice de l'application informatique BASIAS », cités en bibliographie.

Pour recueillir les diverses informations et constituer la base de données relatives aux sites industriels de Seine-et-Marne, les tâches réalisées sont regroupées en cinq phases :

- **phase 1 : recherches documentaires et analyse des données ;**
- **phase 2 : début de la saisie et instruction des principaux champs de BASIAS ;**
- **phase 3 : compilation des données à engranger, localisation des sites ;**
- **phase 4 : géoréférencement et instruction des critères environnementaux ;**
- **phase 5 : validation des données, mise à disposition et diffusion sur Internet.**

Comme pour les autres départements de l'Île-de-France, le comité de pilotage n'a pas jugé utile la réalisation des visites de sites, ni la mise en œuvre de la grille de sélection de BASIAS. Les différentes phases d'étude réalisées pour la Seine-et-Marne sont identiques à celles des autres départements d'Île-de-France déjà réalisés, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine.

Les types d'activités à recenser, identiques aux autres départements d'Île-de-France, sont présentés schématiquement dans le tableau 1. Le détail des activités industrielles, réparties en trois groupes selon le Service de l'Environnement Industriel (SEI), est affiché dans un des lexiques de BASIAS.

Types d'activités recensées dans Basias et les 3 groupes définis par le SEI	
(Service de l'Environnement Industriel)	
1^{er} groupe SEI	<ul style="list-style-type: none"> - Anciennes décharges, récupération, élimination de déchets industriels, - Productions et/ou stockages des industries suivantes : chimie, pétrochimie, carbochimie, pharmacie, phytosanitaires et pesticides, extraction et raffinage du pétrole, gazéification, cokéfaction et transformation de la houille, - Dépôts d'hydrocarbures (> 10 m³) et stations services, - Métallurgie, fonderie. Sidérurgie primaire. Traitement de surface, - Activités de la cristallerie et de la céramique. Activités d'ennoblissement textile, de tannerie, - Activités de traitement de bois
2^{ème} groupe SEI	<ul style="list-style-type: none"> - Centrales thermiques, - Sidérurgie secondaire, transformation de l'acier, - Industries mécaniques et ateliers d'entretien et de maintenance.
3^{ème} groupe SEI (non retenu, sauf si présence d'un autre groupe SEI, 1 ou 2)	<p>Autres activités, par exemple : activités agricoles (exploitations agricoles), fonderie de suif (fabrique de bougies), carrières à ciel ouvert et mines ou carrières souterraines, carbonisation du bois (type forêt), appareil mobile de fabrication d'acétylène, entrepôt frigorifique non classé ou soumis à simple déclaration, travail du bois (menuiserie, ébénisterie, scierie), centrale à béton, sauf fabrication de produits préfabriqués, dépôt de charbon, ...</p>

Tableau 1 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI.

Seules, les activités des groupes 1 et 2 définis par le SEI sont répertoriées dans BASIAS. Cependant, celles du troisième groupe, considérées comme moins potentiellement polluantes que les précédentes, peuvent être présentes dans la base si elles permettent de préciser le contexte d'implantation des sites voisins ou de compléter l'historique du site.

Ces groupes d'activité sont définis par la circulaire du 3 avril 1996 du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère chargé de l'Environnement, relative à la réalisation de diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité. Selon les dossiers d'installations classées, la période d'activité des sites recensés dont les dates extrêmes se situent entre 1806 et 2005, concerne essentiellement le XX^e siècle (cf. chapitre 5).

Les principaux champs de BASIAS et les différents niveaux de relation sont affichés dans le tableau 2.

BASIAS	TABLES	PRINCIPAUX CHAMPS
IDENTIFICATION	Sites	Raison sociale/nom usuel/siège social/ état de connaissance/ visites/commentaire
	Autres identifiants	Numéro/organisme
	Modificateurs	Date/ nom du modificateur
LOCALISATION	Localisation	Adresse/n° Insee/coord. géographiques X, Y, alt./N°, nom carte 1/ 50000 -1/8- commentaire
	Cartes	Noms cartes consult./échelle/an /présence
	Communes (Autres communes concernées)	Commune(s) limitrophe(s) sur lesquelles empiète éventuellement le site
PROPRIÉTÉ	Propriété	Nombre
	Propriétaires	Dates de réf./propriétaires/exploitant
	Cadastre	Date/échelle/section/numéro de parcelle
ACTIVITÉ	Activité (totale)	Date de début/date de fin/ commentaires
	Historique de l'activité	Code(s) NAF/date début-fin/ importance décl., autorisat./gr SEI/ autre info /Réf dossier
	Produits	Code(s) produit(s)/quantité(s)
	Exploitants	Exploitant(s) successif(s)/dates
	Accidents	Date accidents/type d'accident/type de pollution/référence
UTILISATION	Utilisation projets	Surface/code POS/site réaménagé/ type de réaménagement/sensible (O, N, ?)/site en friche/projet réaménagement/maître ouvr./projet sensible (oui/non/ ?) commentaire
	Utilisateur(s)	Nom(s)/ type(s)/statut(s) utilisateur(s)
ENVIRONNEMENT	Environnement	Milieu implantation/captage AEP/réf. distance/position/périmètre protection/ substratum/form. superficielle/type aquifère/prof. Nappe
	Zones contraintes	Paysage/distance/commentaire
BIBLIOGRAPHIE	Bibliographie	Sources d'informations/autres sources/ données complémentaires
SYNTHÈSE	Synthèse	Champ libre
TRI	Classe de sélection	Activité(sei)/codeNAF(sél.)/note sensibilité -vulnérabilité/note réaménagement./classe
ÉTUDE/ACTION	Études et actions	Études/diagnostic initial/évaluat. risques/hiéarchisat./diagnostic approfondi/traitement

Tableau 2 - Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations.

4. Sources documentaires et localisation des sites industriels

4.1. DE NOMBREUSES SOURCES DOCUMENTAIRES

Les recherches documentaires, l'analyse des données d'archives et la compilation de différents dossiers ou fichiers ont fourni 6 295 sites qui concernent la majorité des communes (451 sur 514) du département de la Seine-et-Marne.

Les dossiers des installations classées pour la protection de l'environnement ou ICPE (déclaration des industriels ou demande d'autorisation) se trouvent à la préfecture, à la DRIRE et aux Archives départementales. Après cessation d'activité, les dossiers peuvent être triés, puis versés aux Archives départementales où ils sont facilement identifiables grâce à leur cote bibliographique.

Voici les principales sources disponibles (données originales et secondaires) :

- les dossiers d'installations classées conservés aux Archives départementales,
- les documents ICPE modernes conservés à la préfecture et à la DRIRE, dossiers et fichier d'installations classées,
- les données Basol,
- les fichiers des redevables de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- les cartes EGP (affiches publicitaires des Editions Géographiques Professionnelles),
- divers annuaires électroniques (Pages jaunes, Mappy, sites d'entreprises, ...)
- l'enquête de la préfecture auprès des mairies.

Les diverses références documentaires sont citées dans chacune des fiches de sites.

4.2. DOSSIERS ICPE DISPONIBLES AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Les dossiers originaux d'ICPE (ou établissements insalubres, ...) ont été versés par la préfecture jusqu'en 1984 aux Archives départementales, actuellement installées à Dammarie-les-Lys. Dépouillés par le BRGM, ces dossiers, représentant environ quatre-vingt mètres linéaires, se répartissent dans les séries suivantes :

- série 5MP, 1820 à 1975, classée par commune ; avec fichier GAIA, environ 27 ml ;
- série SC, 1963 à 1973, classée par commune ; 100 liasses, environ 10 ml ;
- série W, 1975 à 1984, 472 liasses, environ 44 ml.

4.3. DOCUMENTS ICPE CONSERVÉS À LA PRÉFECTURE ET LA DRIRE

Les autres documents d'ICPE, détenus par la préfecture et la DRIRE sont des documents de travail, récents ou en cours de traitement, susceptibles de circuler entre plusieurs personnes dans différents services (dossier complet ou chemises thématiques partielles). Un fichier ICPE, numérique, répertorie toutes ces installations.

Ces dossiers originaux, lorsque l'installation est considérée comme définitivement fermée et sans problème potentiel, sont préparés et triés pour être versés aux Archives départementales. Ce document, figé en quelque sorte à un moment donné, est répertorié par une cote bibliographique précise.

L'avantage de cet archivage est de permettre de toujours retrouver ces dossiers originaux en l'état, même longtemps après. Ainsi, les dossiers administratifs datant de deux siècles, conservés aux Archives départementales de Seine-et-Marne ont pu être utilisés dans Basias et restent disponibles pour tous.

Les investigations réalisées par le BRGM montrent que les données ICPE de la préfecture (estimation non connue) et celles de la DRIRE (estimées environ 100 mètres linéaires) représentent actuellement un certain volume d'informations actuelles et récentes sur la Seine-et-Marne, mais pas forcément exhaustives du fait de la circulation interne (en dehors du lieu de rangement).

Dans les locaux de la préfecture, les dossiers archivés seraient difficilement consultables (accès par un passage privatif). Par contre, les sites soumis à autorisations du fichier numérique ICPE (daté 2002) ont été exploités dans Basias et peuvent être identifiés par la mention : Préfecture77_A2002.

À la DRIRE, à titre de test, des dossiers ont été consultés et exploités par le BRGM. Cela a permis de confirmer non seulement la difficulté d'avoir une information exhaustive (dossier partiel ou complet sorti) et inédite (sans trop de répétitions), mais aussi celle de retrouver au cours du temps, la source documentaire (DRIRE nnn, par exemple) de l'installation.

Finalement, seuls les dossiers récents des installations situées dans les communes commençant par A, B et C jusqu'à Coulommiers inclus, ont été saisis dans Basias. En effet, la consultation et l'exploitation dans Basias de dossiers, encore utilisés par les services administratifs et non disponibles aux Archives départementales, n'ont donc pas été poursuivies à la suite des observations et des remarques faites par le comité de pilotage au cours de la réunion du 13 septembre 2005. De plus, il a été tenu compte que l'enquête, récemment lancée en juillet 2005 auprès de toutes les mairies, apporterait probablement des éléments utiles complémentaires.

4.4. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS

En 2007, il existe 69 sites BASOL, base des sites industriels pollués ou appelant une action des services publics à titre préventif ou curatif. Quelques anciens sites Basol, répertoriés en 2003 dans Basias, qui ne font plus partie de Basol, restent présents

dans Basias. Actuellement, les sites industriels, cités à la fois dans Basias et Basol sont liés entre eux sous Internet (interaction entre les deux bases de données), ce qui permet d'avoir des précisions complémentaires.

Le numéro de référence Basol est inscrit dans le champ BASIAS « IDENTIFIANT ». Dans un autre champ « COMMENTAIRES/Activités », est notée la mention : *voir la mise à jour sur le site Internet, BASOL*. Les utilisateurs des fiches peuvent ainsi remarquer ces sites et compléter éventuellement leur information sur le site Basol <http://basol.environnement.gouv.fr>.

4.5. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, 1992-1999

L'Agence de l'Eau est un établissement public de l'État à caractère administratif qui fixe les objectifs à atteindre, gère le montant des aides à apporter et les redevances à recouvrer dans chaque bassin. À cause de rejets polluant les eaux superficielles ou souterraines, certains établissements industriels font l'objet d'une surveillance particulière et doivent payer une redevance à l'Agence de l'Eau.

Deux listes d'établissements, redevables en 1992 et/ou 1999, ont été communiquées, suite à l'accord du comité de pilotage du 27 novembre 2001.

Les données de ces sites en activité, environ 200 installations surveillées en 1992 et également 200 autres en 1999 (dont 100 établissements étaient déjà connus en 1992), ont été saisies dans BASIAS. Il est possible de connaître ces 420 installations à partir du champ « AUTRES IDENTIFIANTS » avec le critère AESN*.

4.6. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES

D'autres sources, comme les bases de données des Pages Jaunes, sites d'entreprises, les cartes des Éditions Géographiques Professionnelles, ..., ont été utilisées et citées dans les références bibliographiques.

En effet, il est parfois difficile de connaître les dates des périodes d'activité. La date de début ou de cessation d'une installation n'apparaît pas toujours dans les documents consultés (absence de déclaration ou d'autorisation, absence de notification de cessation de l'industriel, lacunes, ...). Cependant à défaut de date exacte, certains indices (comptes rendus de visites des inspecteurs, accident ou pollution, annuaires, sites d'entreprises, ...) permettent de proposer une date approximative (01/01/année ou 31/12/année estimée), ce qui permet de limiter le nombre de « date inconnue ou 01/01/1111 », mise par défaut.

Les affiches publicitaires des Éditions Géographiques Professionnelles (ou cartes EGP), publiées entre 1934 et 1947 présentent différents thèmes d'activités industrielles (brasseries, chantiers navals, chimie, fonderie, pétrole, plastique, etc.) sur une carte de France à l'échelle à 1/2 000 000.

Au verso de l'affiche, classées par département, sont imprimées différentes informations telles que l'adresse des usines, le siège social et certaines précisions sur

l'activité exercée. Les cartes (photocopies et scans) ont permis pour la Seine-et-Marne d'obtenir des informations sur près de soixante-huit établissements industriels (groupes SEI 1 et 2).

Le chapitre « Sites Internet et bibliographie » à la fin de ce rapport contient également un certain nombre de références documentaires.

4.7. ENQUÊTE DE LA PRÉFECTURE AUPRÈS DES MAIRIES

Pour vérifier et actualiser les informations documentaires recueillies, une enquête a été réalisée par un courrier de la préfecture (27 juillet 2005) envoyé aux 514 mairies de la Seine-et-Marne avec les données acquises à cette date. Ce dossier d'enquête comporte les explications nécessaires ainsi qu'un tableau faisant apparaître pour chaque commune, les principales informations recueillies sur chaque site ainsi que les lacunes. Un modèle de fiche de description a été joint pour inscrire les sites « oubliés », car non répertoriés dans BASIAS ou dans les archives.

L'enquête de la préfecture a porté sur les sites recensés en juillet 2005, comprenant des installations fonctionnant à un moment donné entre 1940 et 2005. Il n'a pas été jugé utile de relancer un courrier pour les sites anciens, en cessation ou en activité avant 1940, car on avait constaté le peu de résultats pour les autres départements.

Les retours de 275 mairies (sur les 514) ont concerné 65 % des sites. Finalement, en incluant les sites antérieurs à 1940, on constate que la moitié des sites ont été revus par les mairies.

Malgré les relances téléphoniques habituelles, cette enquête a donné des résultats beaucoup moins satisfaisants que dans les autres départements d'Île-de-France.

4.8. GÉORÉFÉRENCEMENT RÉALISÉ PAR L'IAURIF

L'IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France) a participé à l'inventaire en y apportant les coordonnées géographiques X et Y des sites en Lambert II étendu (ou géoréférencement) pour 3 834 sites sur les 6 295. Le taux de géoréférencement atteint donc 61 % dans un département où les sites, souvent dispersés, sont difficiles à retrouver. La mention « Géoréférencement par IAURIF, 2005 » est indiquée dans le champ COMMENTAIRE/localisation.

5. Activités industrielles recensées dans la Seine-et-Marne

Pour compléter les informations acquises lors du dépouillement des dossiers, les investigations (compilations, enquêtes, ...) ont été poursuivies, ce qui a permis d'obtenir les résultats présentés ci-dessous.

5.1. PÉRIODE COUVERTE PAR L'INVENTAIRE

La période des recherches, réalisées entre 1805 et 2005, concerne essentiellement les activités du XX^e siècle (fig. 1).

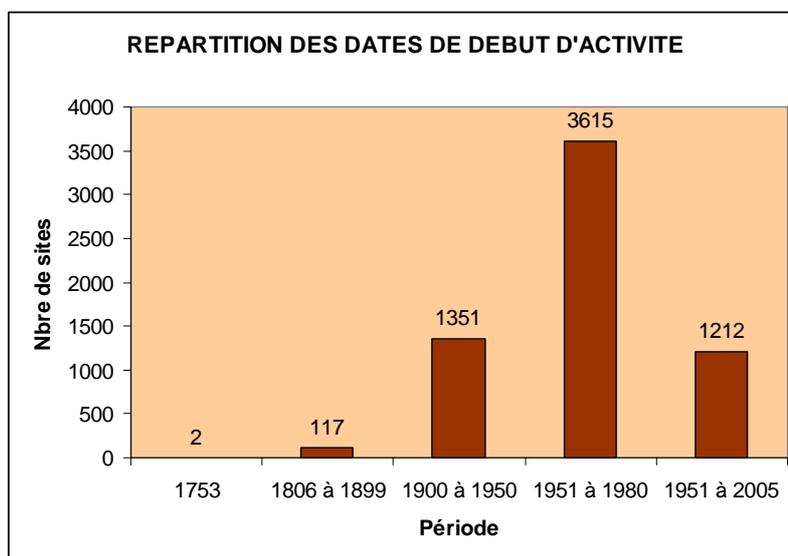


Figure 1 - Histogramme des dates du début d'activité des 6 295 sites.

5.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI

Les corrélations entre les activités industrielles ou activités de service et les groupes d'activités définis par le Service Environnement Industriel (SEI) ont été schématiquement présentées dans le tableau 1.

Dans un inventaire historique réparti sur plusieurs dizaines d'années, ce regroupement permet de s'affranchir non seulement du poids d'une étiquette variable (une même activité, soumise tantôt à autorisation ou à déclaration), mais aussi des différentes distributions de classe proposées dans les diverses nomenclatures depuis deux siècles. En effet, des activités que l'on croyait autrefois inoffensives, s'avèrent avec de nouvelles connaissances scientifiques, être dangereuses et inversement.

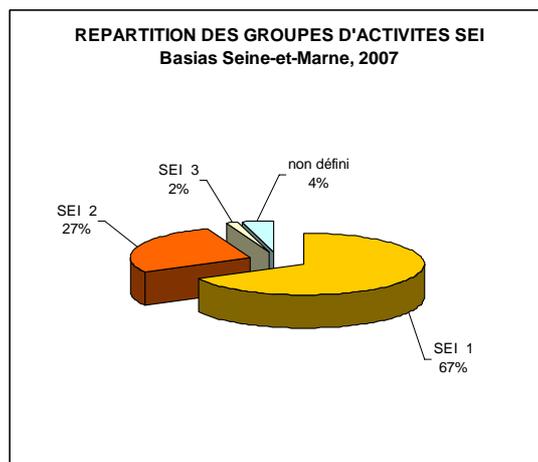


Figure 2 - Répartition des 6 295 sites BASIAS dans les trois groupes d'activités définis par le SEI.

Dans la Seine-et-Marne, plus des deux tiers des activités inventoriées dans BASIAS (7 148 sur 10 689) appartiennent au groupe 1 du SEI. Consignées d'une manière trop générale, faute d'informations plus précises, quelques 444 activités (4 %) recensées n'ont pas pu être rattachées à un des groupes définis par le SEI (**fig. 2**).

5.3. RÉPARTITION DES SITES INDUSTRIELS PAR COMMUNE

Sur les 514 communes de la Seine-et-Marne, 451 ont au moins une activité de service ou un site industriel, en activité ou non, répertorié dans BASIAS (tabl. 3). La liste des quarante premières communes, classées par nombre décroissant de sites est donnée dans la figure 5. La liste complète des 514 communes, avec le nombre de leurs sites, est dans l'annexe 1.

ÎLE-DE-FRANCE SITES INDUSTRIELS – Dates extrêmes : 1806-2005			
HAUTS-DE-SEINE	Communes	Communes avec sites	Sites recensés
Nombre	514	451	6295

Tableau 3 - Nombre de communes et sites recensés dans la Seine-et-Marne.

La moitié des sites recensés (3 144) sont regroupés dans 35 communes du département alors que 15 communes seulement sur 514 en concentrent le tiers (3 109).

Dix communes ont entre 100 et 250 sites dont Chelles, Melun, Meaux, Montereau-Fault-Yonne qui dominent chacune avec plus de deux cents sites. Ensuite, Briec-Comte-Robert, Lagny-sur-Marne, Mitry-Mory dépassent chacune les cent quarante sites.

n°	Nb sites (6292)	COMMUNES du 77	CUMUL
n° 1	250	CHELLES	250
n° 2	223	MELUN	473
n° 3	210	MEAUX	683
n° 4	207	MONTEREAU-FAULT-YONNE	890
n° 5	173	BRIE-COMTE-ROBERT	1063
n° 6	143	LAGNY-SUR-MARNE	1206
n° 7	142	MITRY-MORY	1348
n° 8	116	FONTAINEBLEAU	1464
n° 9	115	VILLEPARISIS	1579
n° 10	100	VAUX-LE-PENIL	1679
n° 11	97	COULOMMIERS	1776
n° 12	91	DAMMARIE-LES-LYS	1867
n° 13	84	NEMOURS	1951
n° 14	81	OZOIR-LA-FERRIERE	2032
n° 15	77	PONTAULT-COMBAULT	2109
n° 16	76	CLAYE-SOUILLY	2185
n° 17	76	PROVINS	2261
n° 18	70	NANGIS	2331
n° 19	63	COMBS-LA-VILLE	2394
n° 20	58	SAINTE-PIERRE-LES-NEMOURS	2452
n° 21	58	TOURNAN-EN-BRIE	2510
n° 22	57	AVON	2567
n° 23	53	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	2620
n° 24	53	GRETZ-ARMAINVILLIERS	2673
n° 25	51	SOUPPES-SUR-LOING	2724
n° 26	47	CHATEAU-LANDON	2771
n° 27	47	SAINTE-FARGEAU-PONTHIERRY	2818
n° 28	46	CHAMPS-SUR-MARNE	2864
n° 29	44	VAIRES-SUR-MARNE	2908
n° 30	42	FONTENAY-TRESIGNY	2950
n° 31	40	BOURRON-MARLOTTE	2990
n° 32	40	TORCY	3030
n° 33	39	ECUELLES	3069
n° 34	38	COURTRY	3107
n° 35	37	SAVIGNY-LE-TEMPLE	3144
n° 36	36	BRAY-SUR-SEINE	3180
n° 37	35	VERT-SAINT-DENIS	3215
n° 38	33	CRECY-LA-CHAPELLE	3248
n° 39	32	VARENNES-SUR-SEINE	3280
n° 40	32	VILLENY	3312

Tableau 4 - Principaux sites Basias dans la Seine-et-Marne et valeurs cumulées.

5.4. ÉTAT D'ACTIVITÉ DES SITES

Dans certains cas, l'enquête de la préfecture auprès des mairies a permis de préciser l'état d'activité du site. Les Pages jaunes ont également été consultées. Sur les sites recensés (**fig. 3**), on note actuellement une activité en cours pour 1 032 sites (16 %). Par contre, pour plus de la moitié du total (3 430 sites), l'état non encore défini pourrait correspondre en grande partie à des cessations alors que l'activité est connue pour être bien terminée pour seulement 1 834 sites (29 %).

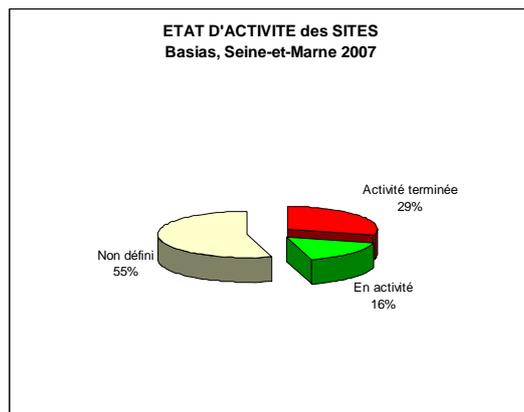


Figure 3 - État d'activité des 6 295 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.

5.5. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 10 689 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Les principaux secteurs d'activité, retenus dans le lexique de la nomenclature des activités françaises ou code NAF, sont représentés dans le département de la Seine-et-Marne. Parmi les 6295 sites recensés en activité ou non, 10 689 activités (ou bien installations) ont été dénombrées. La répartition des différents types d'activités apparaît dans la **figure 4**, de façon à bien distinguer différentes catégories (modes de stockage, Z d'après le code NAF, liquides inflammables en Z3 ou produits chimiques en Z1, ...).

D'après la figure 5, les trois premières rubriques fournissent plus de la moitié des activités recensées avec les dépôts de liquides inflammables (1 900 installations), les stations services et les garages (3 213).

En regroupant les codes G50, les garages, les carrossiers et les stations services sont largement majoritaires (3 618) et occupent plus du tiers des activités recensées. De même, les industries liées au travail des métaux (DJ27 et DJ28) apparaissent en bonne place (2 116) en incluant les ateliers de fonderies, les traitements de surface, la fabrication de quincaillerie, la mécanique générale.

L'industrie chimique (DG24, DH25, Z1) avec la fabrication de peintures, de solvants, de produits pharmaceutiques, les ateliers de caoutchouc ou de matière plastique ainsi que les espaces de stockage, arrivent finalement à 1 215 installations.

La récupération et le recyclage de matières métalliques (236) ainsi que les décharges (388) dont la moitié de déchets spéciaux complètent le tableau alors qu'avec 98 installations, les industries manufacturières (bois, cuir, textile) sont peu présentes.

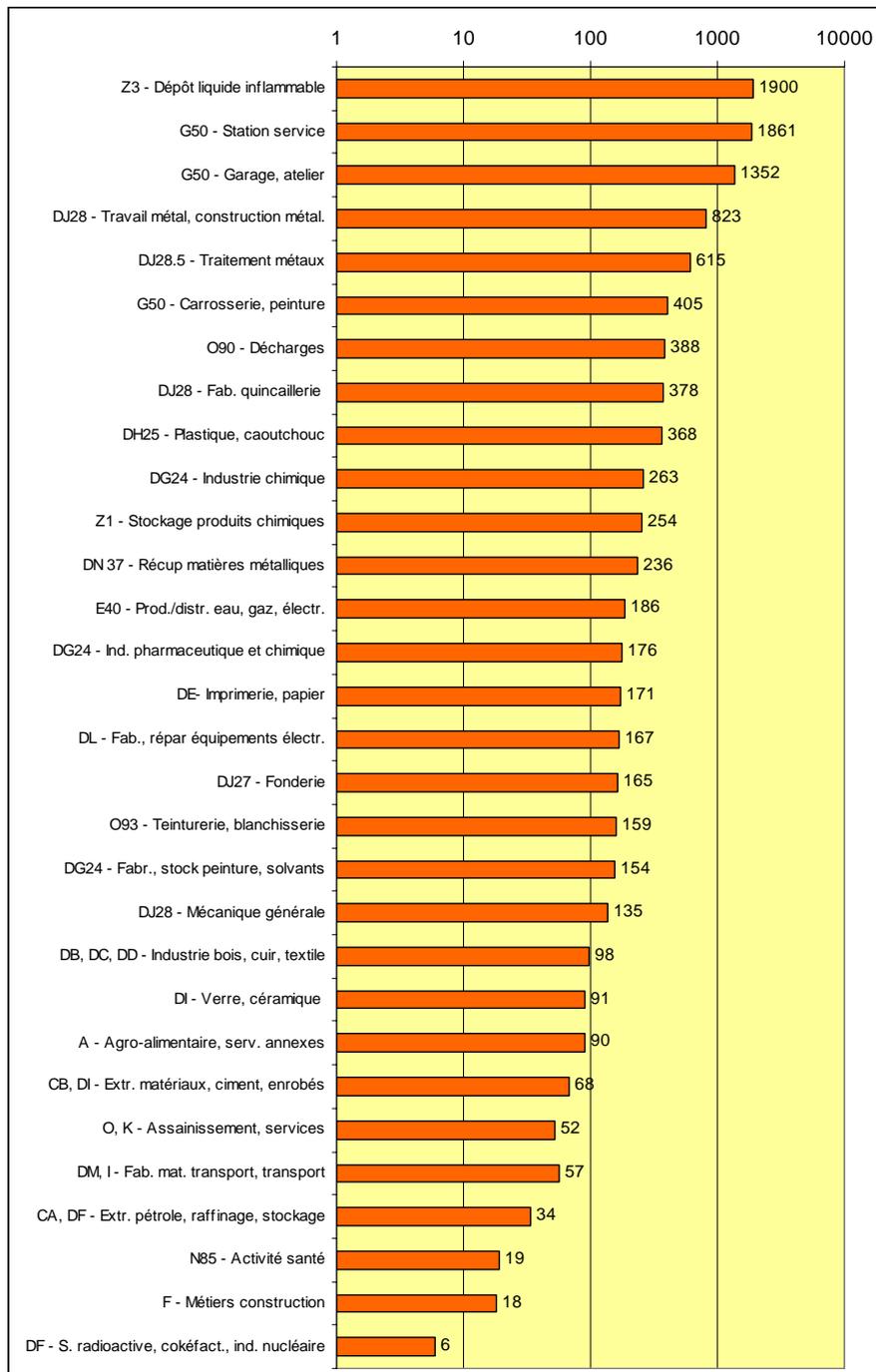


Figure 4 - Histogramme des activités anciennes et actuelles de Seine-et-Marne.

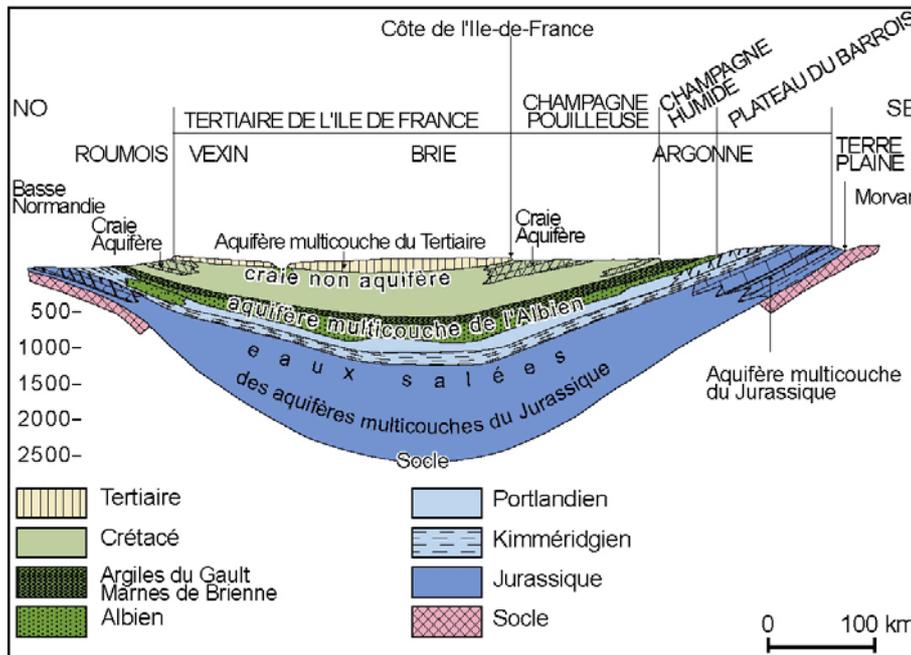


Figure 5 - Terrains aquifères et socle du Bassin parisien.
In : *Aquifères et eaux souterraines de France.*

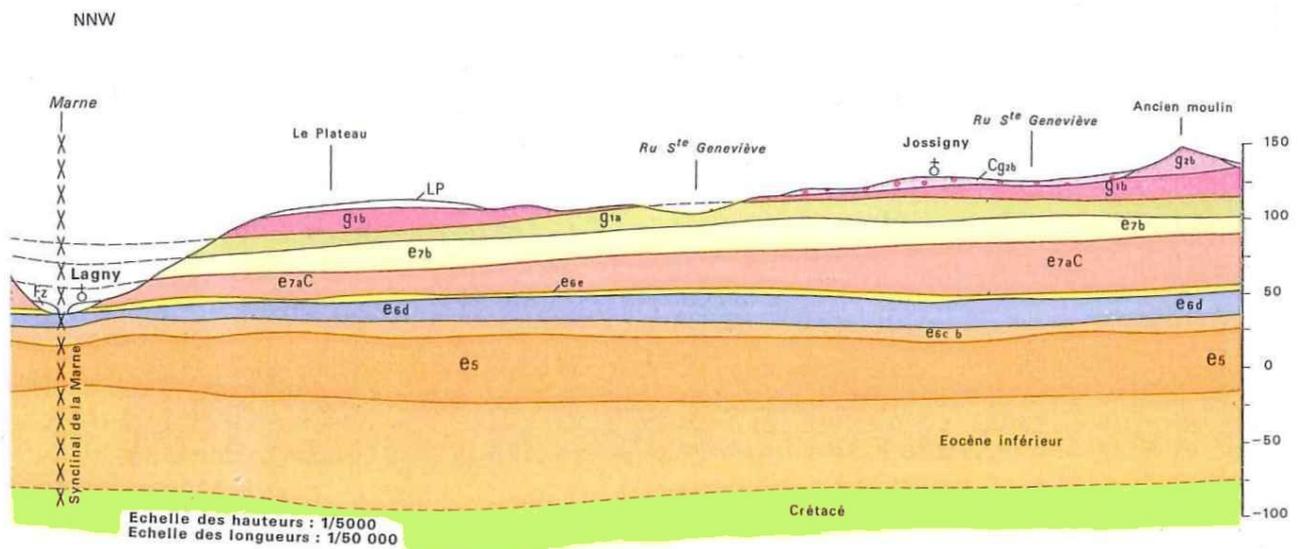


Figure 6 - Coupe extraite de la carte géologique Lagny 1/50 000.

6. Contexte environnemental dans la Seine-et-Marne

6.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE

Situé en région d'Île-de-France dans la grande couronne, le département de la Seine-et-Marne en constitue la moitié orientale ; l'autre partie étant composée par les cinq autres départements. Dans la petite couronne, la Seine-Saint-Denis au nord et le Val-de-Marne au sud ainsi que dans la grande couronne, le Val-d'Oise et l'Essonne ont des limites communes avec ce grand département d'Île-de-France. La Seine-et-Marne est limitrophe avec les régions de Picardie, de Champagne-Ardennes, de Bourgogne et du Centre.

Ce département, créé en 1790, a Melun comme préfecture ; il comprend cinq arrondissements (Fontainebleau, Meaux, Melun, Provins et Torcy), 43 cantons et 514 communes. Deux villes nouvelles, Sénart et Marne-la-Vallée, des infrastructures modernes (aéroport international de Roissy, gares TGV de Chessy et Roissy 2) y sont installées. Les 1 260 000 habitants sont répartis inégalement sur 5 915 km², ce qui représente la plus faible densité de population de l'Île-de-France (213 hab./km², INSEE 2005).

Le paysage est caractérisé par un relief peu accentué, avec de douces ondulations, des chaînes de collines boisées qui varient les perspectives entre les différents espaces : cultures, élevage, forêts, rivières, villages, centres urbains, ... Le point culminant de la Seine-et-Marne, 215 m, est la butte Saint-Georges dans la commune de Rebais.

6.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE

Au sein du Bassin parisien et au-dessus du socle (**fig. 5**), la Seine-et-Marne est installée sur différents terrains sédimentaires affleurant dont les plus anciens, datés du Secondaire (craie du Crétacé supérieur, il y a environ 54 millions d'années), sont surmontés par les roches du Tertiaire, recouvertes par les dépôts plus récents du Quaternaire (Actuel).

La géologie régionale a été cartographiée à diverses époques sur plusieurs cartes géologiques avec des échelles variées. Cependant, une synthèse des connaissances, réalisée en 2004, permet d'obtenir une carte géologique, numérique, homogène et harmonisée sur toute la région Île-de-France, à 1/50 000. Ces données, utilisées pour la Seine-et-Marne, ont été codées pour correspondre au lexique de BASIAS.

Tous ces terrains (calcaires, sables, grès, gypse...) constituent schématiquement un ensemble de roches plutôt perméables et poreuses qui contiennent des aquifères, séparés par des niveaux moins perméables (marnes, limons, argiles).

Dans la Seine-et-Marne, les gisements pétroliers, situés à environ 2 000 m de profondeur, sont largement en-dessous de la craie. La nature et la succession de ces roches subhorizontales sont montrées dans la coupe géologique de Lagny, **figure 6**.

Du plus ancien au plus récent, sur une profondeur d'environ 200 mètres, se succèdent la craie du Crétacé, les formations de l'Eocène (e), celles de l'Oligocène (g), puis les formations superficielles des limons des plateaux (LP) et des alluvions (Fz). Les différentes formations du Tertiaire-Eocène (e) et Oligocène (g) sont ainsi superposées au-dessus de la craie (Secondaire) :

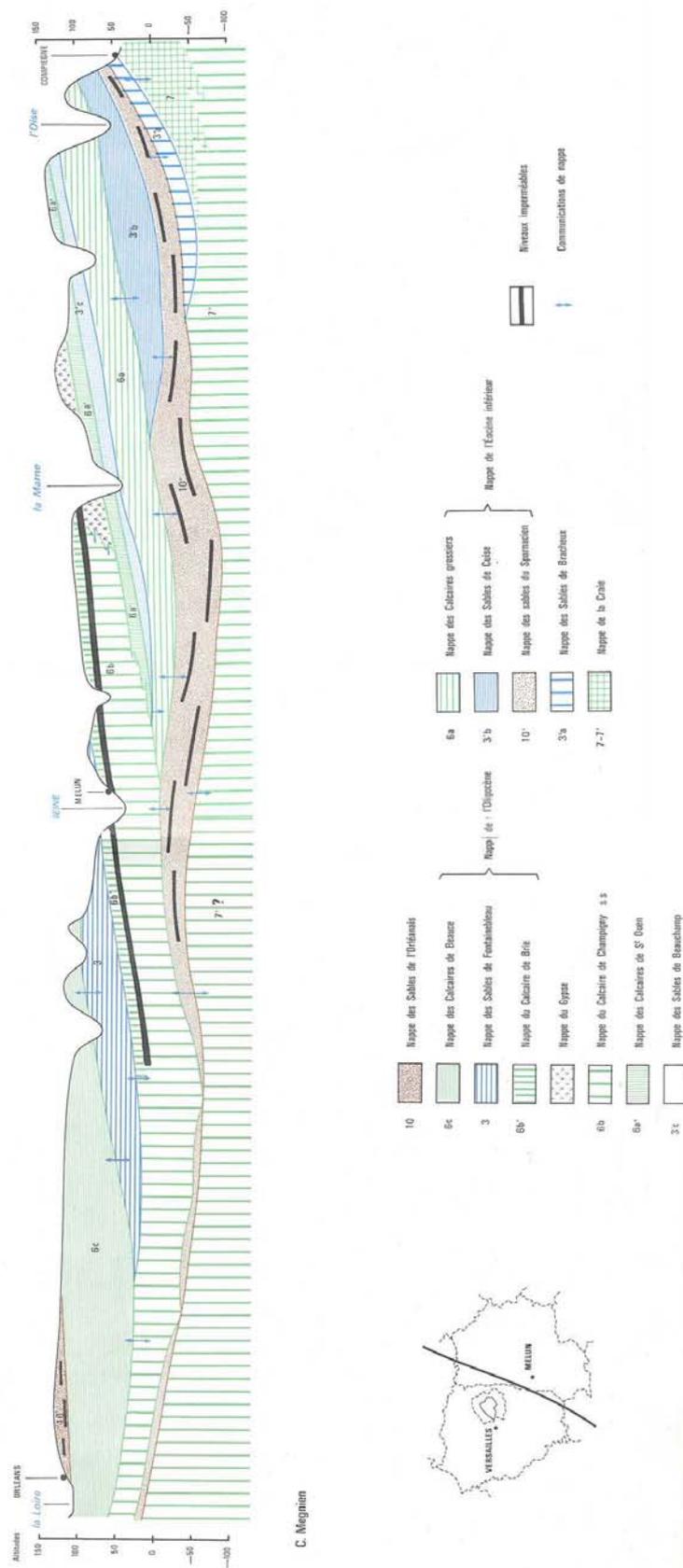
- g2b** Sables de Fontainebleau, installés sur les éminences du plateau de Brie et les sommets de buttes témoins, colluvions notées Cg2b,
- g1b** Calcaire de Brie, marno-calcaires, recouvrant la majeure partie du plateau,
- g1a** Argiles vertes du Sannoisien,
- e7b** Marnes supragypseuses : les marnes blanches de Pantin et les marnes bleues d'Argenteuil avec intercalations de lits de gypse,
- e7aC** Calcaire de Champigny,
- e6e** Sables de Monceau,
- e6d** Calcaire de Saint-Ouen,
- e6cb** Sables de Mortefontaine,
- e5** Marnes et caillasses du Lutétien,
- e** Sables grossiers de l'Eocène inférieur,
- C** Craie du Crétacé (Secondaire).

Dans la **figure 7**, la coupe d'Orléans à Compiègne, en passant par les vallées de la Seine (Melun) et de la Marne, fait ressortir les grands ensembles géologiques ainsi que la position des nappes aquifères du Bassin parisien qui dépassent largement les limites administratives de la région Île-de-France.

La nappe de la craie et les nappes multicouches du Tertiaire - nappe de l'Eocène inférieure (sables du Sparnacien et de Cuise, calcaire grossier), nappe de l'Eocène supérieur (calcaires de Champigny), nappe de l'Oligocène (calcaire de Brie, sables de Fontainebleau, calcaire de Beauce) - sont présentées schématiquement. Dans la réalité, les particularités topographiques et/ou géologiques déterminent des zones où s'individualisent des systèmes aquifères locaux qui ont été répertoriés dans BASIAS.

Ce sont 418 captages d'alimentation en eau potable (AEP) en exploitation qui ont été recensés (juin 2004) grâce à la compilation des fichiers SISE-EAU de la Direction générale de la Santé et ceux de la BSS (Banque des Données du Sous-Sol du BRGM). On a retenu le nom de la commune, le lieu d'implantation, les références de BSS et de la base SISEAU, la profondeur de l'ouvrage, la nappe captée, les coordonnées géographiques X et Y en Lambert II étendu.

Le sondage le plus profond est de 160 mètres ; une trentaine de forages est située entre 160 et 90 m. Une centaine d'ouvrages est répartie entre 90 et 60 m ainsi qu'une autre centaine entre 60 et 25 mètres. 140 petits forages ne dépassent pas les 25 mètres ; la profondeur n'est pas connue pour les 40 autres ouvrages. Plus de 1 140 sites industriels (anciens ou actuels) sont installés non loin de 269 captages AEP (rayon 0-1 000 m).



C. Megnien

Figure 7 - Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'Atlas des eaux souterraines de la France.

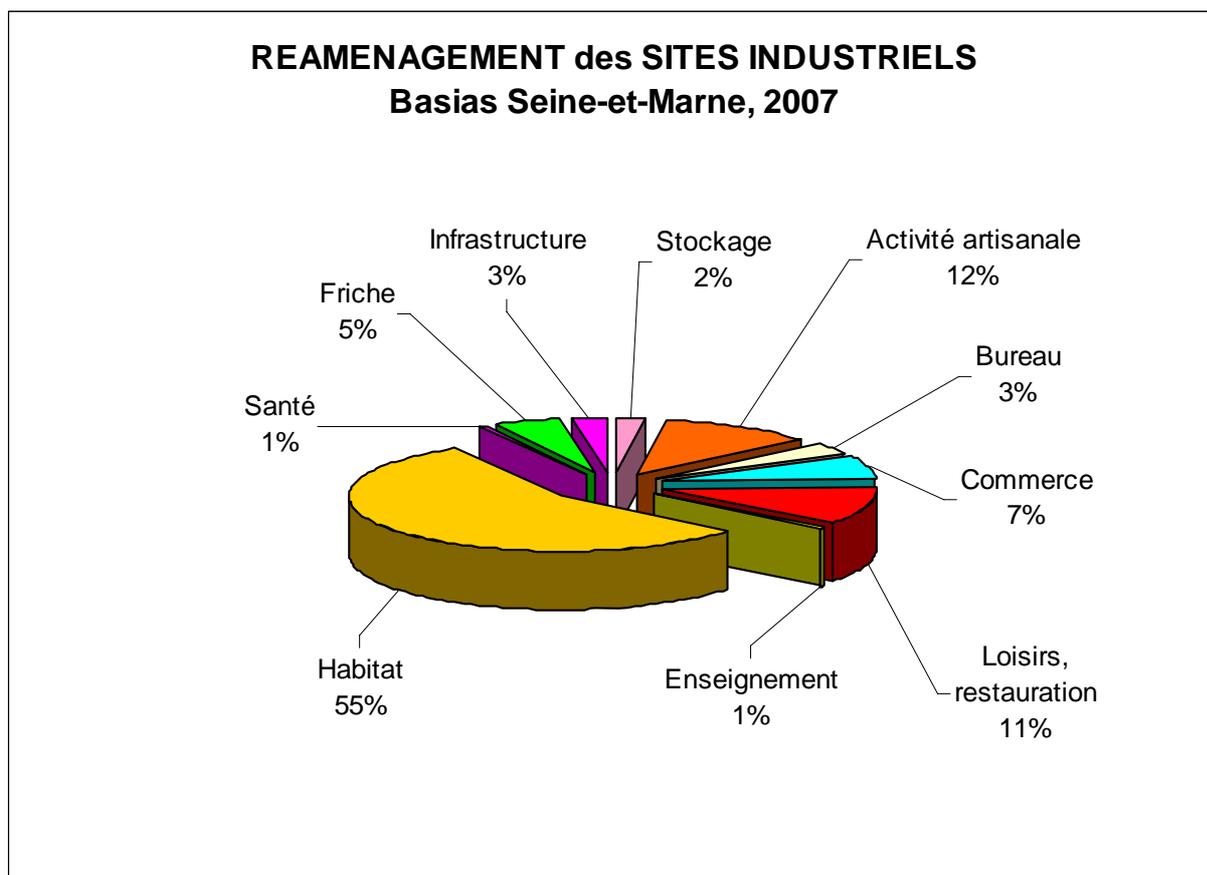


Figure 8 - Types de réaménagement connu.

7. Réaménagement dans la Seine-et-Marne

7.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DES ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Parmi les 6 295 sites industriels recensés dans Basias Seine-et-Marne, 1 834 sites sont inscrits en activité terminée, mais il en reste 3 430 dont l'état d'activité (en cessation ou non) n'est pas encore défini.

L'état d'occupation (réaménagement ou friche) est connu pour 179 anciens sites. La **figure 8** montre les principaux types de réaménagements obtenus.

Malgré peu de données, la répartition reste voisine à celle des autres départements d'Île-de-France avec une urbanisation prépondérante.

Le nombre de sites réinvestis en logement atteint plus de la moitié des anciennes installations.

Parmi les autres équipements, les commerces correspondent à 7 %, les activités du secteur tertiaire ou artisanal en représentent 12 %, les espaces de loisirs et de restauration atteignent 11% des sites réaménagés.

Ensuite, viennent d'autres services ou structures nécessaires à la population : les écoles ou centre de formation (Enseignement, 1 %), les centres de soins (1 %).

De nouveaux réseaux ou infrastructures, routes, parkings, zones de stockage et espaces verts ont été installés ou libérés sur 5 % des sites alors que les terrains vagues ou friches représentent 5 % des sites.

Ces chiffres ont une simple valeur indicative car il n'est pas toujours possible de faire intervenir des critères quantitatifs précis.

Ainsi dans le lexique, le terme « *Commerce* » peut concerner autant une petite boutique qu'un hypermarché. De même, une maison individuelle ou des immeubles collectifs correspondent au même terme « *Habitat* ».

Des précisions, cependant, peuvent être apportées par d'autres champs indexés ou non, comme par exemple le champ « Surface » ou bien le champ « Commentaires/Utilisation ».

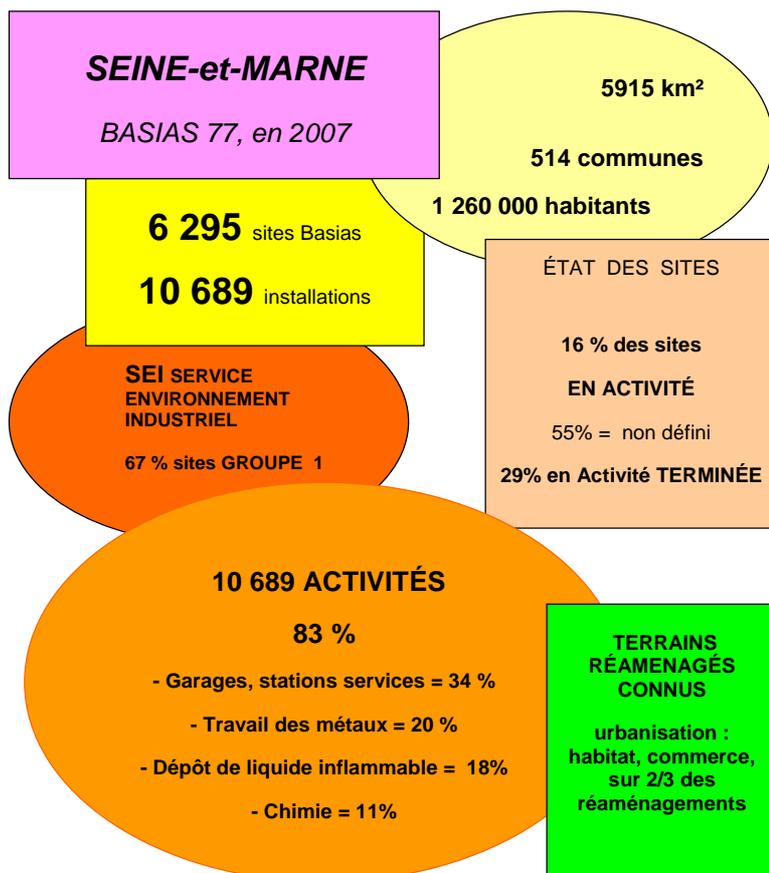


Figure 9 - Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels de la Seine-et-Marne.

8. Conclusion

L'inventaire historique des sites industriels et des activités de service du département de la Seine-et-Marne, réalisé par le BRGM entre 2002 et 2007, confirme l'importance du tissu industriel qui s'y est développé pendant près de deux siècles.

Près de 6 300 sites, correspondant essentiellement aux activités des deux premiers groupes définis par le Service de l'Environnement Industriel, ont été recensés dans BASIAS. Sur les 514 communes, quinze en concentrent le tiers (3 109) ou bien encore trente-cinq communes regroupent la moitié des sites recensés.

Chelles, Melun, Meaux, Montereau-Fault-Yonne dépassent chacune les deux cents sites. Ensuite, Brie-Comte-Robert, Lagny-sur-Marne, Mitry-Mory ont chacune plus de cent quarante sites.

Sur les 10 689 installations, les garages et les stations services (34 %), le travail et les traitements des métaux (20 %), les dépôts de liquides inflammables (18 %) ainsi que les activités de chimie (10 %) dominent les autres activités recensées.

Cet inventaire qui répertorie notamment les anciens sites industriels parfois oubliés, permet d'attirer l'attention sur des activités susceptibles de laisser des traces dans le sol. Cependant, à ce stade d'étude, rien ne préjuge d'une pollution sur les sites inscrits dans BASIAS.

Parmi les réaménagements réalisés sur les sites industriels à activité terminée, les terrains sont actuellement occupés pour plus de la moitié par des logements et pour un tiers par des commerces, des bureaux, des espaces de restauration et de loisirs. L'extension du milieu urbain se poursuit dans la grande couronne de Paris.

Les principaux chiffres de l'inventaire sont affichés dans la **figure 9**. Au moment de mettre ces données à la disposition des aménageurs et du public, il faut cependant déjà évoquer les prochaines mises à jour.

Ainsi dans la Seine-et-Marne, il serait utile d'envisager différentes solutions pour pouvoir exploiter aux Archives départementales, les données d'installations classées, qui seraient en cessation d'activité depuis au moins 1984, date du dernier versement de la préfecture.

BASIAS est non seulement une mémoire du patrimoine industriel du département, mais aussi un des outils d'aide à la décision à consulter avant tout projet d'aménagement.

BASIAS

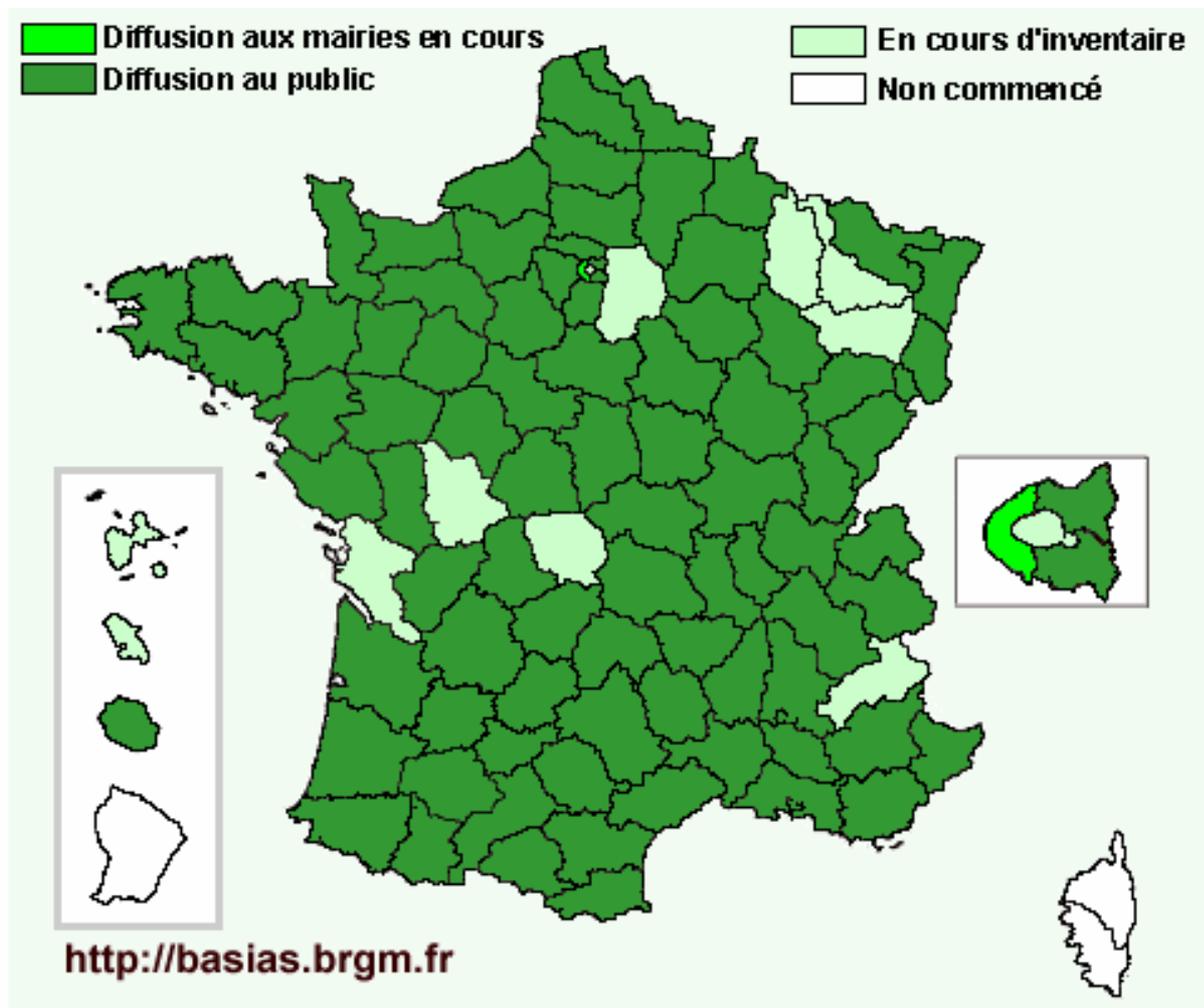


Figure 10- Départements de France inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet (<http://basias.brgm.fr>) en octobre 2007.

9. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées

9.1. MISE À DISPOSITION DES DONNÉES

Conformément à la demande du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, toutes les données brutes de l'inventaire sont à vocation publique et conservés dans la base de référence nationale BASIAS dont la mise en œuvre est confiée au BRGM (cf. arrêté ministériel du 10 décembre 1998 paru au Journal officiel le 16 avril 1999). La finalité de cette base est de conserver la mémoire des sites industriels qu'ils soient en activité ou non. À l'issue de l'inventaire, la livraison des données et de l'application informatique BASIAS, est faite aux financeurs pour une utilisation qui doit être conforme aux finalités conditionnant la déclaration de cette base auprès de la CNIL.

L'information du public sur l'existence de BASIAS et la consultation des résultats de l'inventaire sont réalisables par les moyens suivants précisés dans les circulaires 99-315 et 99-316 du 26 avril 1999 relatives à la diffusion des résultats d'un inventaire historique de sites industriels anciens, respectivement adressées aux préfets et aux directeurs des DRIRE par le ministère chargé de l'Environnement :

- fourniture à la préfecture d'un cédérom ;
- fourniture à chaque mairie concernée d'un code d'accès privilégié pour qu'elle puisse consulter et télécharger les données la concernant, 1 mois avant la mise en ligne des données à tout public ;
- information au Président du Conseil général ;
- information à la Chambre départementale des notaires ;
- mise sur Internet des données de l'inventaire sur le site : <http://basias.brgm.fr/> ;
- fourniture sur demande des fichiers aux organismes visés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 relatif à la création d'une base de données sur les sites industriels et les activités de services anciens : aux administrations, aux collectivités locales, à l'ADEME, à l'ANDRA, au BRGM, aux Agences de l'Eau, aux établissements publics fonciers, aux CCI, aux SPPPI et aux associations d'industriels ;
- diffusion large, notamment auprès des associations de protection de l'environnement, des documents synthétiques lorsqu'ils sont établis.

La diffusion des données, datée, est toujours accompagnée du préambule départemental. Les résultats de l'inventaire sont consultables en préfecture, en mairie, au service régional du BRGM et sur Internet (fig. 10). Le droit d'accès et de rectification des personnes concernées par les sites inventoriés (propriétaires et occupants en titre des sites concernés) s'exercent auprès de la préfecture du département concerné ou du service régional du BRGM. Aucune utilisation des données à des fins de démarchage commercial n'est autorisée.

9.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS

Les abréviations utilisées sont présentées dans le tableau 5 :

AD77	Archives Départementales de Seine-et-Marne
ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AEP	Alimentation en Eau Potable
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
AP	Arrêté préfectoral
ASTREE	Base de données d'entreprises. Bureau Van Dijk, Astrée
BASIAS	Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
BASOL	Base de données des Sols et sites pollués appelant une action des pouvoirs publics
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque de données du Sous-Sol
CNAM	Conservatoire National des Arts et Métiers
CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DLI	Dépôt de Liquide Inflammable
DREIF	Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
ERE	Enquête Régionale Emploi. INSEE, IAURIF, DRE,
IAURIF	Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IGN	Institut Géographique National
MEDAD	Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durable
NAF	Nomenclature des Activités Françaises
OGEE	Office Général d'Études et d'Éditions
RD	Récépissé de déclaration
SEI	Service Environnement Industriel
STIIIC	Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées

Tableau 5 - Liste des abréviations.

10. Sites Internet et bibliographie

10.1. SITES INTERNET

SITES INTERNET	Adresses
ADEME	http://www.ademe.fr
Agence de l'Eau Seine-Normandie	http://www.eau-seine-normandie.fr
BASIAS	http://basias.brgm.fr
BASOL	http://basol.environnement.gouv.fr/
BRGM	http://www.brgm.fr http://www.brgm.fr/Sites_sols_poll/main_content.html
Département Seine-et-Marne	http://www.la-seine-et-marne.com
DIREN	http://diren-idf-eaux-souterraines.brgm.fr
DREIF	http://www.ile-de-france.equipement.gouv.fr/
DRIRE	http://www.drire.gouv.fr/national/environnement http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr
DRIRE, CRCI, CCI, INSEE	http://www.industrie-iledefrance.org/index.php?page=home
IAURIF	http://www.iaurif.org
INERIS : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques	http://aida.ineris.fr
Ministère de l'Écologie et du Développement Durable	http://www.ecologie.gouv.fr http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr
PRODIG	http://prodig.univ-paris1.fr
Sites de cartographie	http://www.e-address.tm.fr , http://www.mappy.fr , http://www.maporama.fr http://www.ratp.fr

10.2. MÉTHODOLOGIE

Inventaire d'anciens sites industriels et d'activités de service. Guide méthodologique, version 1996 (1997) - ADEME, 163 p.

Notice de l'application informatique BASIAS v.2 sous Access 97 (2001) - Rapport BRGM/RP-51148-FR.

Suivi des inventaires historiques régionaux des anciens sites industriels - Année 2000 (2001) - Rapport BRGM/RP-50557-FR.

10.3. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS

BASOL - Recensement des sites et sols pollués (1996) - Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, DPPR, SEI. Sur site Internet.

Inventaire de sites industriels dans le département des Yvelines (78) en 2001 - Rapport BRGM/RP-50424-FR.

Inventaire de sites industriels dans le département de l'Essonne (91) en 2001 - Rapport BRGM/RP-50907-FR.

Inventaire historique de sites industriels du Val-d'Oise (95) en 2004 - (2004) - Rapport final BRGM/RP-53105-FR.

Inventaire historique de sites industriels du département des Hauts-de-Seine (92) en 2006. Rapport final - Rapport BRGM/RP-55390-FR.

Inventaire historique de sites industriels du département du Val-de-Marne (94) en 2005 (2006) - Rapport BRGM/RP-54092-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-Saint-Denis (93) - (2004) - Rapport BRGM/RP-53104-FR.

Inventaire de sites industriels de la Seine-et-Marne (77). État d'avancement en décembre 2003. Rapport BRGM/RP-52701-FR.

Inventaire des anciens sites industriels de la Seine-et-Marne (77). État d'avancement en octobre 2004. Rapport BRGM/RP-53412-FR.

Inventaire historique de sites industriels du département de Paris (75). Recherches de sources documentaires. État d'avancement au 31 décembre 2006. Rapport BRGM/RP-55178-FR.

Inventaire de sites industriels de Paris (75) en 2008 - Rapport BRGM/RP-55177-FR. À paraître fin 2008.

10.4. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES

Aquifères et eaux souterraines de France - J.C. Roux, coordinateur – 1 200 p. 150 photos, 860 figures, BRGM Éditions, 2006. (NB : La coupe du Bassin parisien a été reproduite avec l'aimable autorisation du Comité Français d'Hydrologie et de l'Association Internationale des Hydrogéologues).

Atlas des eaux souterraines de la France (1970) - Éd. BRGM - DATAR.

Carte géologique numérique harmonisée de l'Île-de-France à partir des cartes géologiques à 1/50 000 (2004) - Éd. BRGM.

Codification des systèmes aquifères du bassin Seine-Normandie, version V1 (2000) - Rapport BRGM/RP-50440-FR.

Seine-et-Marne. Le guide complet de ses 514 communes (1992) - Éd. Deslogis-Lacoste, Paris.

10.5. OUTILS UTILISÉS PAR L'IAURIF POUR LE GÉORÉFÉRENCEMENT

Actiguide® Région parisienne. Guide des zones industrielles d'Île-de-France. Les Plans des Zones (2003), Tome 1 - Éd. Commedi.

Cadastre (plans).

Fiches d'inventaire BASIAS des sites de Seine-et-Marne, comprenant éventuellement un croquis de localisation ou une photocopie de plan provenant du dépouillement des différentes archives (dossier BRGM).

Fiches des réponses des mairies à l'enquête de la préfecture (2005) avec éventuellement un plan (dossier BRGM).

Plans d'Occupation des Sols.

SIGR : ortho-photo, planches à 1/5 000, scan IGN à 1/25 000. Doc. IAURIF.

Sites de cartographie en ligne : <http://www.e-address.tm.fr>, <http://www.mappy.fr>, <http://www.maporama.fr> et <http://www.ratp.fr>

Annexe 1

Liste des 514 communes de la Seine-et-Marne et leur nombre de sites Basias

n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites	n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites
n° 1	77-001	ACHERES-LA-FORET	9	n° 55	77-056	BURCY	0
n° 2	77-002	AMILLIS	5	n° 56	77-057	BUSSIERES	8
n° 3	77-003	AMPONVILLE	7	n° 57	77-058	BUSSY-SAINT-GEORGES	13
n° 4	77-004	ANDREZEL	4	n° 58	77-059	BUSSY-SAINT-MARTIN	4
n° 5	77-005	ANNET-SUR-MARNE	18	n° 59	77-060	BUTHIERS	7
n° 6	77-006	ARBONNE-LA-FORET	7	n° 60	77-061	CANNES-ECLUSE	13
n° 7	77-007	ARGENTIERES	2	n° 61	77-062	CARNETIN	2
n° 8	77-008	ARMENTIERES-EN-BRIE	4	n° 62	77-063	LA CELLE-SUR-MORIN	0
n° 9	77-009	ARVILLE	1	n° 63	77-065	CELY	5
n° 10	77-010	AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS	9	n° 64	77-066	CERNEUX	2
n° 11	77-011	AUFFERVILLE	2	n° 65	77-067	CESSON	15
n° 12	77-012	AUGERS-EN-BRIE	2	n° 66	77-068	CESSOY-EN-MONTOIS	2
n° 13	77-013	AULNOY	1	n° 67	77-069	CHAILLY-EN-BIERE	31
n° 14	77-014	AVON	57	n° 68	77-070	CHAILLY-EN-BRIE	5
n° 15	77-015	BABY	0	n° 69	77-071	CHARENTREUX	8
n° 16	77-016	BAGNEAUX-SUR-LOING	15	n° 70	77-072	CHALAUTRE-LA-GRANDE	1
n° 17	77-018	BAILLY-ROMAINVILLIERS	11	n° 71	77-073	CHALAUTRE-LA-PETITE	5
n° 18	77-019	BALLOY	1	n° 72	77-075	CHALIFERT	2
n° 19	77-020	BANNOST-VILLEGAGNON	4	n° 73	77-076	CHALMAISON	6
n° 20	77-021	BARBEY	0	n° 74	77-077	CHAMBRY	2
n° 21	77-022	BARBIZON	19	n° 75	77-078	CHAMIGNY	2
n° 22	77-023	BARCY	0	n° 76	77-079	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	26
n° 23	77-024	BASSEVELLE	14	n° 77	77-080	CHAMPCEVEST	3
n° 24	77-025	BAZOUCHES-LES-BRAY	7	n° 78	77-081	CHAMPDEUIL	10
n° 25	77-026	BEAUCHERY-SAINT-MARTIN	0	n° 79	77-082	CHAMPEAUX	15
n° 26	77-027	BEAUMONT-DU-GATINAIS	15	n° 80	77-083	CHAMPS-SUR-MARNE	46
n° 27	77-028	BEAUTHEIL	3	n° 81	77-084	CHANGIS-SUR-MARNE	10
n° 28	77-029	BEAUVOIR	1	n° 82	77-085	CHANTELOUP-EN-BRIE	8
n° 29	77-030	BELLOT	3	n° 83	77-086	LA CHAPELLE-GAUTHIER	6
n° 30	77-031	BERNAY-VILBERT	16	n° 84	77-087	LA CHAPELLE-IGER	0
n° 31	77-032	BETON-BAZOUCHES	14	n° 85	77-088	LA CHAPELLE-LA-REINE	22
n° 32	77-033	BEZALLES	1	n° 86	77-089	LA CHAPELLE-RABLAIS	2
n° 33	77-034	BLANDY	12	n° 87	77-090	LA CHAPELLE-SAINT-SULPICE	0
n° 34	77-035	BLENNES	1	n° 88	77-091	LES CHAPELLES-BOURBON	4
n° 35	77-036	BOISDON	0	n° 89	77-093	LA CHAPELLE-MOUTILS	1
n° 36	77-037	BOIS-LE-ROI	23	n° 90	77-094	CHARMENTRAY	3
n° 37	77-038	BOISSETTES	3	n° 91	77-095	CHARNY	7
n° 38	77-039	BOISSISE-LA-BERTRAND	5	n° 92	77-096	CHARTRETTES	17
n° 39	77-040	BOISSISE-LE-ROI	13	n° 93	77-097	CHARTRONGES	2
n° 40	77-041	BOISSY-AUX-CAILLES	4	n° 94	77-098	CHATEAUBLEAU	0
n° 41	77-042	BOISSY-LE-CHATEL	15	n° 95	77-099	CHATEAU-LANDON	47
n° 42	77-043	BOITRON	0	n° 96	77-100	LE CHATELET-EN-BRIE	23
n° 43	77-044	BOMBON	5	n° 97	77-101	CHATENAY-SUR-SEINE	4
n° 44	77-045	BOUGLIGNY	5	n° 98	77-102	CHATENOY	4
n° 45	77-046	BOULANCOURT	2	n° 99	77-103	CHATILLON-LA-BORDE	0
n° 46	77-047	BOULEURS	3	n° 100	77-104	CHATRES	4
n° 47	77-048	BOURRON-MARLOTTE	40	n° 101	77-106	CHAUFFRY	5
n° 48	77-049	BOUTIGNY	3	n° 102	77-107	CHAUMES-EN-BRIE	20
n° 49	77-050	BRANSLES	4	n° 103	77-108	CHELLES	250
n° 50	77-051	BRAY-SUR-SEINE	36	n° 104	77-109	CHENOISE	7
n° 51	77-052	BREAU	1	n° 105	77-110	CHENOU	4
n° 53	77-054	LA BROSSA-MONTCEAUX	5	n° 106	77-111	CHESSY	12
n° 54	77-055	BROU-SUR-CHANTEREINE	14	n° 107	77-112	CHEVRAINVILLIERS	3

n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites	n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites
n° 108	77-113	CHEVRU	2	n° 162	77-168	EGREVILLE	16
n° 109	77-114	CHEVRY-COSSIGNY	28	n° 163	77-169	EMERAINVILLE	18
n° 110	77-115	CHEVRY-EN-SEREINE	1	n° 164	77-170	EPISY	3
n° 111	77-116	CHOISY-EN-BRIE	5	n° 165	77-171	ESBLY	11
n° 112	77-117	CITRY	2	n° 166	77-172	ESMANS	12
n° 113	77-118	CLAYE-SOUILLY	76	n° 167	77-173	ETREPILLY	6
n° 114	77-119	CLOS-FONTAINE	3	n° 168	77-174	EVERLY	0
n° 115	77-120	COCHEREL	2	n° 169	77-175	EVRY-GREGY-SUR-YERRE	9
n° 116	77-121	COLLEGIEN	21	n° 170	77-176	FAREMOUTIERS	11
n° 117	77-122	COMBS-LA-VILLE	63	n° 171	77-177	FAVIERES	3
n° 118	77-123	COMPANS	12	n° 172	77-178	FAY-LES-NEMOURS	1
n° 119	77-124	CONCHES	5	n° 173	77-179	FERICY	0
n° 120	77-125	CONDE-SAINTE-LIBIAIRE	1	n° 174	77-180	FEROLLES-ATTILLY	4
n° 121	77-126	CONGIS-SUR-THEROUANNE	10	n° 175	77-181	FERRIERES	10
n° 122	77-127	COUBERT	16	n° 176	77-182	LA FERTE-GAUCHER	21
n° 123	77-128	COUILLY-PONT-AUX-DAMES	16	n° 177	77-183	LA FERTE-SOUS-JOJARRE	53
n° 124	77-129	COULOMBS-EN-VALOIS	3	n° 178	77-184	FLAGY	6
n° 125	77-130	COULOMMES	0	n° 179	77-185	FLEURY-EN-BIERE	1
n° 126	77-131	COULOMMIERS	97	n° 180	77-186	FONTAINEBLEAU	116
n° 127	77-132	COUPVRAY	7	n° 181	77-187	FONTAINE-FOURCHES	7
n° 128	77-133	COURCELLES-EN-BASSEE	2	n° 182	77-188	FONTAINE-LE-PORT	4
n° 129	77-134	COURCHAMP	0	n° 183	77-190	FONTAINS	1
n° 130	77-135	COURPALAY	6	n° 184	77-191	FONTENAILLES	2
n° 131	77-136	COURQUETAINE	5	n° 185	77-192	FONTENAY-TRESIGNY	42
n° 132	77-137	COURTACON	2	n° 186	77-193	FORFRY	2
n° 133	77-138	COURTOMER	2	n° 187	77-194	FORGES	6
n° 134	77-139	COURTRY	38	n° 188	77-195	FOUJU	3
n° 135	77-140	COUTENCON	2	n° 189	77-196	FRESNES-SUR-MARNE	6
n° 136	77-141	COUTEVROULT	5	n° 190	77-197	FRETOY	0
n° 137	77-142	CRECY-LA-CHAPELLE	33	n° 191	77-198	FROMONT	0
n° 138	77-143	CREGY-LES-MEAUX	7	n° 192	77-199	FUBLAINES	7
n° 139	77-144	CREVECOEUR-EN-BRIE	0	n° 193	77-200	GARENTREVILLE	1
n° 140	77-145	CRISENOY	7	n° 194	77-201	GASTINS	5
n° 141	77-146	CROISSY-BEAUBOURG	20	n° 195	77-202	LA GENEVRAYE	3
n° 142	77-147	LA CROIX-EN-BRIE	4	n° 196	77-203	GERMIGNY-L'EVEQUE	4
n° 143	77-148	CROUY-SUR-OURCQ	7	n° 197	77-204	GERMIGNY-SOUS-COULOMBS	2
n° 144	77-149	CUCHARMOY	1	n° 198	77-205	GESVRES-LE-CHAPITRE	0
n° 145	77-150	CUISY	1	n° 199	77-206	GIREMOUTIERS	0
n° 146	77-151	DAGNY	0	n° 200	77-207	GIRONVILLE	0
n° 147	77-152	DAMMARIE-LES-LYS	91	n° 201	77-208	GOUAIX	7
n° 148	77-153	DAMMARTIN-EN-GOELE	11	n° 202	77-209	GOVERNES	5
n° 149	77-154	DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX	3	n° 203	77-210	LA GRANDE-PAROISSE	17
n° 150	77-155	DAMPART	12	n° 204	77-211	GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS	13
n° 151	77-156	DARVAULT	7	n° 205	77-212	GRAVON	1
n° 152	77-157	DHUISY	2	n° 206	77-214	GRESSY	2
n° 153	77-158	DIANT	2	n° 207	77-215	GRETZ-ARMAINVILLIERS	53
n° 154	77-159	DONNEMARIE-DONTILLY	18	n° 208	77-216	GREZ-SUR-LOING	14
n° 155	77-161	DORMELLES	0	n° 209	77-217	GRISY-SUISNES	17
n° 156	77-162	DOUE	3	n° 210	77-218	GRISY-SUR-SEINE	0
n° 157	77-163	DOUY-LA-RAMEE	1	n° 211	77-219	GUERARD	10
n° 158	77-164	ECHOUBOULAINS	1	n° 212	77-220	GUERCHEVILLE	1
n° 159	77-165	LES ECRENNES	2	n° 213	77-221	GUERMANTES	0
n° 160	77-166	ECUELLES	39	n° 214	77-222	GUIGNES	13
n° 161	77-167	EGLIGNY	3	n° 215	77-223	GURCY-LE-CHATEL	1

n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites	n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites
n° 216	77-224	HAUTEFEUILLE	1	n° 269	77-277	MARLES-EN-BRIE	11
n° 217	77-225	LA HAUTE-MAISON	0	n° 270	77-278	MAROLLES-EN-BRIE	2
n° 218	77-226	HERICY	5	n° 271	77-279	MAROLLES-SUR-SEINE	9
n° 219	77-227	HERME	5	n° 272	77-280	MARY-SUR-MARNE	3
n° 220	77-228	HONDEVILLIERS	1	n° 273	77-281	MAUPERTHUIS	3
n° 221	77-229	LA HOUSSAYE-EN-BRIE	12	n° 274	77-282	MAUREGARD	2
n° 222	77-230	ICHY	0	n° 275	77-283	MAY-EN-MULTIEN	4
n° 223	77-231	ISLES-LES-MELDEUSES	11	n° 276	77-284	MEAUX	210
n° 224	77-232	ISLES-LES-VILLENY	9	n° 277	77-285	LE MEE-SUR-SEINE	26
n° 225	77-233	IVERNY	3	n° 278	77-286	MEIGNEUX	0
n° 226	77-234	JABLINES	4	n° 279	77-287	MEILLERAY	1
n° 227	77-235	JAIGNES	0	n° 280	77-288	MELUN	223
n° 228	77-236	JAULNES	1	n° 281	77-289	MELZ-SUR-SEINE	0
n° 229	77-237	JOSSIGNY	4	n° 282	77-290	MERY-SUR-MARNE	1
n° 230	77-238	JOUARRE	20	n° 283	77-291	LE MESNIL-AMELOT	18
n° 231	77-239	JOUY-LE-CHATEL	15	n° 284	77-292	MESSY	4
n° 232	77-240	JOUY-SUR-MORIN	13	n° 285	77-293	MISY-SUR-YONNE	4
n° 233	77-241	JUILLY	10	n° 286	77-294	MITRY-MORY	142
n° 234	77-242	JUTIGNY	3	n° 287	77-295	MOISENAY	11
n° 235	77-243	LAGNY-SUR-MARNE	143	n° 288	77-296	MOISSY-CRAMAYEL	24
n° 236	77-244	LARCHANT	3	n° 289	77-297	MONDREVILLE	2
n° 237	77-245	LAVAL-EN-BRIE	1	n° 290	77-298	MONS-EN-MONTOIS	1
n° 238	77-246	LECHELLE	2	n° 291	77-299	MONTARLOT	2
n° 239	77-247	LESCHEROLLES	2	n° 292	77-300	MONTCEAUX-LES-MEAUX	1
n° 240	77-248	LESCHES	1	n° 293	77-301	MONTCEAUX-LES-PROVINS	3
n° 241	77-249	LESIGNY	4	n° 294	77-302	MONTCOURT-FROMONVILLE	7
n° 242	77-250	LEUDON-EN-BRIE	0	n° 295	77-303	MONTDAUPHIN	0
n° 243	77-251	LIEUSAIN	21	n° 296	77-304	MONTENILS	0
n° 244	77-252	LIMOGES-FOURCHES	3	n° 297	77-305	MONTEREAU-FAULT-YONNE	207
n° 245	77-253	LISSY	1	n° 298	77-306	MONTEREAU-SUR-LE-JARD	5
n° 246	77-254	LIVERDY-EN-BRIE	6	n° 299	77-307	MONTEVRAIN	7
n° 247	77-255	LIVRY-SUR-SEINE	1	n° 300	77-308	MONTGE-EN-GOELE	2
n° 248	77-256	LIZINES	1	n° 301	77-309	MONTHYON	16
n° 249	77-257	LIZY-SUR-OURCQ	24	n° 302	77-310	MONTIGNY-LE-GUESDIER	0
n° 250	77-258	LOGNES	8	n° 303	77-311	MONTIGNY-LENCOUP	9
n° 251	77-259	LONGPERRIER	3	n° 304	77-312	MONTIGNY-SUR-LOING	14
n° 252	77-260	LONGUEVILLE	17	n° 305	77-313	MONTMACHOUX	1
n° 253	77-261	LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX	10	n° 306	77-314	MONTOLIVET	0
n° 254	77-262	LOUAN-VILLEGRUIS-FONTAINE	0	n° 307	77-315	MONTRY	16
n° 255	77-263	LUISETAINES	2	n° 308	77-316	MORET-SUR-LOING	25
n° 256	77-264	LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX	4	n° 309	77-317	MORMANT	27
n° 257	77-265	LUZANCY	4	n° 310	77-318	MORTCERF	9
n° 258	77-266	MACHAULT	2	n° 311	77-319	MORTERY	1
n° 259	77-267	LA MADELEINE-SUR-LOING	2	n° 312	77-320	MOUROUX	20
n° 260	77-268	MAGNY-LE-HONGRE	0	n° 313	77-321	MOUSSEAUX-LES-BRAY	9
n° 261	77-269	MAINCY	17	n° 314	77-322	MOUSSY-LE-NEUF	8
n° 262	77-270	MAISONCELLES-EN-BRIE	3	n° 315	77-323	MOUSSY-LE-VIEUX	3
n° 263	77-271	MAISONCELLES-EN-GATINAIS	0	n° 316	77-325	MOUY-SUR-SEINE	7
n° 264	77-272	MAISON-ROUGE	9	n° 317	77-326	NANDY	2
n° 265	77-273	MARCHEMORET	0	n° 318	77-327	NANGIS	70
n° 266	77-274	MARCILLY	6	n° 319	77-328	NANTEAU-SUR-ESSONNE	3
n° 267	77-275	LES MARETS	1	n° 320	77-329	NANTEAU-SUR-LUNAIN	4
n° 268	77-276	MAREUIL-LES-MEAUX	16	n° 321	77-330	NANTEUIL-LES-MEAUX	12

n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites	n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites
n° 322	77-331	NANTEUIL-SUR-MARNE	0	n° 375	77-389	LA ROCHETTE	16
n° 323	77-332	NANTOUILLET	3	n° 376	77-390	ROISSY	23
n° 324	77-333	NEMOURS	84	n° 377	77-391	ROUILLY	0
n° 325	77-335	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	7	n° 378	77-392	ROUVRES	5
n° 326	77-336	NEUFMOUTIERS-EN-BRIE	6	n° 379	77-393	ROZAY-EN-BRIE	21
n° 327	77-337	NOISIEL	15	n° 380	77-394	RUBELLES	8
n° 328	77-338	NOISY-RUDIGNON	0	n° 381	77-395	RUMONT	2
n° 329	77-339	NOISY-SUR-ECOLE	1	n° 382	77-396	RUPEREUX	0
n° 330	77-340	NONVILLE	2	n° 383	77-397	SAACY-SUR-MARNE	16
n° 331	77-341	NOYEN-SUR-SEINE	0	n° 384	77-398	SABLONNIERES	4
n° 332	77-342	OBSONVILLE	0	n° 385	77-399	SAINT-ANGE-LE-VIEL	0
n° 333	77-343	OCQUERRE	4	n° 386	77-400	SAINT-AUGUSTIN	7
n° 334	77-344	OISSERY	5	n° 387	77-401	SAINTE-AULDE	2
n° 335	77-345	ORLY-SUR-MORIN	2	n° 388	77-402	SAINT-BARTHELEMY	3
n° 336	77-347	LES ORMES-SUR-VOULZIE	10	n° 389	77-403	SAINT-BRICE	14
n° 337	77-348	ORMESSON	3	n° 390	77-404	SAINTE-COLOMBE	12
n° 338	77-349	OTHIS	7	n° 391	77-405	SAINT-CYR-SUR-MORIN	10
n° 339	77-350	OZOIR-LA-FERRIERE	81	n° 392	77-406	SAINT-DENIS-LES-REBAIS	0
n° 340	77-352	OZOUER-LE-VOULGIS	12	n° 393	77-407	SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	47
n° 341	77-353	PALEY	2	n° 394	77-408	SAINT-FIACRE	0
n° 342	77-354	PAMFOU	9	n° 395	77-409	SAINT-GERMAIN-LAVAL	9
n° 343	77-355	PAROY	0	n° 396	77-410	SAINT-GERMAIN-LAXIS	5
n° 344	77-356	PASSY-SUR-SEINE	0	n° 397	77-411	SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE	1
n° 345	77-357	PECY	4	n° 398	77-412	SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE	1
n° 346	77-358	PENCHARD	6	n° 399	77-413	SAINT-GERMAIN-SUR-MORIN	15
n° 347	77-359	PERTHES	13	n° 400	77-414	SAINT-HILLIERS	2
n° 348	77-360	PEZARCHES	1	n° 401	77-415	SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	4
n° 349	77-361	PIERRE-LEVEE	5	n° 402	77-416	SAINT-JUST-EN-BRIE	0
n° 350	77-363	LE PIN	18	n° 403	77-417	SAINT-LEGER	0
n° 351	77-364	LE PLESSIS-AUX-BOIS	0	n° 404	77-418	SAINT-LOUP-DE-NAUD	6
n° 352	77-365	LE PLESSIS-FEU-AUSSOUX	1	n° 405	77-419	SAINT-MAMMES	20
n° 353	77-366	LE PLESSIS-L'EVEQUE	0	n° 406	77-420	SAINT-MARD	20
n° 354	77-367	LE PLESSIS-PLACY	2	n° 407	77-421	SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS	1
n° 355	77-368	POIGNY	9	n° 408	77-423	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	3
n° 356	77-369	POINCY	16	n° 409	77-424	SAINT-MARTIN-DU-BOSCHET	0
n° 357	77-370	POLIGNY	6	n° 410	77-425	SAINT-MARTIN-EN-BIERE	4
n° 358	77-371	POMMEUSE	5	n° 411	77-426	SAINT-MERY	1
n° 359	77-372	POMPONNE	15	n° 412	77-427	SAINT-MESMES	3
n° 360	77-373	PONTAULT-COMBAULT	77	n° 413	77-428	SAINT-OUEN-EN-BRIE	0
n° 361	77-374	PONTCARRE	5	n° 414	77-429	SAINT-OUEN-SUR-MORIN	1
n° 362	77-376	PRECY-SUR-MARNE	6	n° 415	77-430	SAINT-PATHUS	5
n° 363	77-377	PRESLES-EN-BRIE	10	n° 416	77-431	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	58
n° 364	77-378	PRINGY	16	n° 417	77-432	SAINT-REMY-LA-VANNE	4
n° 365	77-379	PROVINS	76	n° 418	77-433	SAINTE	7
n° 366	77-380	PUISIEUX	2	n° 419	77-434	SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY	2
n° 367	77-381	QUIERS	0	n° 420	77-435	SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	1
n° 368	77-382	QUINCY-VOISINS	12	n° 421	77-436	SAINT-SIMEON	8
n° 369	77-383	RAMPILLON	1	n° 422	77-437	SAINT-SOUPPLETS	20
n° 370	77-384	REAU	8	n° 423	77-438	SAINT-THIBAULT-DES-VIGNES	16
n° 371	77-385	REBAIS	22	n° 424	77-439	SALINS	4
n° 372	77-386	RECLOSES	1	n° 425	77-440	SAMMERON	17
n° 373	77-387	REMAUVILLE	2	n° 426	77-441	SAMOIS-SUR-SEINE	17
n° 374	77-388	REUIL-EN-BRIE	5	n° 427	77-442	SAMOREAU	9

n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites	n°	INSEE	COMMUNES du 77	Nb sites
n° 428	77-443	SANCY	1	n° 472	77-487	VAUX-LE-PENIL	100
n° 429	77-444	SANCY-LES-PROVINS	3	n° 473	77-489	VAUX-SUR-LUNAIN	0
n° 430	77-445	SAVIGNY-LE-TEMPLE	37	n° 474	77-490	VENDREST	3
n° 431	77-446	SAVINS	3	n° 475	77-491	VEUX-LES-SABLONS	26
n° 432	77-447	SEINE-PORT	7	n° 476	77-492	VERDELLOT	4
n° 433	77-448	SEPT-SORTS	27	n° 477	77-493	VERNEUIL-L'ETANG	23
n° 434	77-449	SERRIS	2	n° 478	77-494	VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE	9
n° 435	77-450	SERVON	21	n° 479	77-495	VERT-SAINT-DENIS	35
n° 436	77-451	SIGNY-SIGNETS	1	n° 480	77-496	VIEUX-CHAMPAGNE	0
n° 437	77-452	SIGY	1	n° 481	77-498	VIGNELY	0
n° 438	77-453	SIVRY-COURTRY	17	n° 482	77-500	VILLEBEON	0
n° 439	77-454	SOGNOLLES-EN-MONTOIS	0	n° 483	77-501	VILLECERF	5
n° 440	77-455	SOIGNOLLES-EN-BRIE	6	n° 484	77-504	VILLEMARECHAL	3
n° 441	77-456	SOISY-BOUY	2	n° 485	77-505	VILLEMAREUIL	0
n° 442	77-457	SOLERS	7	n° 486	77-506	VILLEMER	2
n° 443	77-458	SOUPPES-SUR-LOING	51	n° 487	77-507	VILLENAUXE-LA-PETITE	2
n° 444	77-459	SOURDUN	11	n° 488	77-508	VILLENEUVE-LE-COMTE	15
n° 445	77-460	TANCROU	1	n° 489	77-509	VILLENEUVE-LES-BORDES	1
n° 446	77-461	THENISY	2	n° 490	77-510	VILLENEUVE-SAINT-DENIS	5
n° 447	77-462	THIEUX	12	n° 491	77-511	VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN	11
n° 448	77-463	THOMERY	26	n° 492	77-512	VILLENEUVE-SUR-BELLOT	1
n° 449	77-464	THORIGNY-SUR-MARNE	25	n° 493	77-513	VILLENOY	32
n° 450	77-465	THOURY-FEROTTES	1	n° 494	77-514	VILLEPARISIS	115
n° 451	77-466	TIGEAUX	1	n° 495	77-515	VILLEROY	4
n° 452	77-467	LA TOMBE	5	n° 496	77-516	VILLE-SAINT-JACQUES	7
n° 453	77-468	TORCY	40	n° 497	77-517	VILLEVAUDE	11
n° 454	77-469	TOUQUIN	6	n° 498	77-518	VILLIERS-EN-BIERE	4
n° 455	77-470	TOURNAN-EN-BRIE	58	n° 499	77-519	VILLIERS-SAINT-GEORGES	10
n° 456	77-471	TOUSSON	2	n° 500	77-520	VILLIERS-SOUS-GREZ	4
n° 457	77-472	LA TRETOIRE	1	n° 501	77-521	VILLIERS-SUR-MORIN	5
n° 458	77-473	TREUZY-LEVELAY	2	n° 502	77-522	VILLIERS-SUR-SEINE	2
n° 459	77-474	TRILBARDOU	6	n° 503	77-523	VILLUIS	0
n° 460	77-475	TRILPORT	29	n° 504	77-524	VIMPELLES	2
n° 461	77-476	TROCY-EN-MULTIEN	3	n° 505	77-525	VINANTES	1
n° 462	77-477	URY	10	n° 506	77-526	VINCY-MANOEUVRE	3
n° 463	77-478	USSY-SUR-MARNE	8	n° 507	77-527	VOINSLES	2
n° 464	77-479	VAIRES-SUR-MARNE	44	n° 508	77-528	VOISENON	4
n° 465	77-480	VALENCE-EN-BRIE	10	n° 509	77-529	VOULANGIS	5
n° 466	77-481	VANVILLE	1	n° 510	77-530	VOULTON	2
n° 467	77-482	VARENNES-SUR-SEINE	32	n° 511	77-531	VOULX	20
n° 468	77-483	VARREDDES	15	n° 512	77-532	VULAINES-LES-PROVINS	3
n° 469	77-484	VAUCOURTOIS	0	n° 513	77-533	VULAINES-SUR-SEINE	4
n° 470	77-485	LE VAUDOUE	1	n° 514	77-534	YEBLES	12
n° 471	77-486	VAUDOY-EN-BRIE	7				



Centre scientifique et technique
3, avenue Claude-Guillemin
BP 36009
45060 – Orléans Cedex 2 – France
Tél. : +33 (0)2 38 64 34 34

Service géologique régional Île-de-France
7, rue du Théâtre
91884 – Massy – France
Tél. : +33 (0)1 69 75 10 25